



Presse Internationale

mensuel – n°46 – mars 2007 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

TOUS ENSEMBLE

POUR LE RETRAIT DES TROUPES IMPÉRIALISTES d'Irak, d'Afghanistan, de Palestine et du Liban !

**MANIFESTATION
INTERNATIONALE**
dimanche 18 mars - 14 h



VW-Forest :

Interview avec un ouvrier p.9
Apprendre de la défaite p.2

Venezuela

En marche vers le socialisme ? p.11

Aussi dans ce numéro :

La FEB attaque - p.3
Emploi : l'illégalité rapporte gros - p.6
L'impérialisme européen - p.19

UDEP

Manif nationale

Sa 31 mars - 14h
Gare du Midi - Bxl



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise de pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

VW-Forest : apprendre de la défaite

Le mardi 27 février, après plus de trois mois de lutte, les travailleurs de VW-Forest ont finalement voté avec une ample majorité (72%) le « plan de restructuration » de VW. Le media n'ont cessé de faire l'éloge de que finalement « la raison a triomphé » mais la réalité est qu'il y a des milliers d'emplois perdus et que les 2000 travailleurs de VW qui ont « sauvé » leur emploi, vont travailler pendant trois heures en plus gratuitement chaque semaine. Ils devront renoncer aux pauses payées, le droit aux jours de congé sera fortement conditionné, les primes d'ancienneté et la prime d'équipe seront 'fusionnés' et le montant dépendra de critères comme la productivité, le respect des coûts et l'absentéisme ; tout cela pour garantir le « succès » de l'entreprise VW sur les marchés. En 2006, le bénéfice net de VW a plus que doublé à 2,75 milliards d'euros, contre 1,12 milliard un an plus tôt. Comme disait Sandra Goret, délégué FGTB : « *c'est aussi 15 ans d'acquis sociaux qui s'envolent* ».

Il y a évidemment l'offensive internationale très bien coordonnée de VW. Il y a le soutien inconditionnel du gouvernement qui, non seulement arrose les entreprises comme VW de cadeaux fiscaux, mais intervient directement dans les pourparlers pour aider la direction de VW à « sortir de l'impasse ». Verhofstadt se félicite qu'on va pouvoir « calculer la durée du travail selon la durée de vie d'un modèle, comme dans le cas de VW ».¹

Il y a les media, qui glorifient les « solutions », les « primes »² et la « sagesse » des dirigeants syndicaux, qui insistent sur la complexité de la situation et le dilemme incontournable de choisir entre la réduction de 20% des coûts de productions ou la fermeture.

Tout cela a contribué à que beaucoup de travailleurs de VW-Forest se sentent « *le dos au mur* » et ont « *subi un chantage* », qu'ils ont voté pour l'acceptation du plan. Ils ont subi une **grave défaite**, mais le vrai problème, c'est que les travailleurs de VW ont dû **se battre les mains liées derrière le dos**. C'est le comportement de la direction syndicale qui a été décisif pour en arriver à cela.

Comment peut-on affronter un ennemi puissant comme la multinationale de VW, quand on dit au travailleur, dès le début de la grève : rentrez chez vous et regardez la TV pour savoir où en sont nos discussions avec la direction ? Comment peut-on établir un rapport de force, quand tout au long de semaines de grève, il n'y a pas une seule assemblée ? Comment peut-on créer un front uni, si les camarades des entreprises sous-traitantes sont tenues à l'écart ? Comment peut-on affronter une multinationale très bien coordonnée, sans faire appel à la solidarité des autres entreprises automotrices et des travailleurs d'autres sites de VW. On aurait pu coordonner des actions avec les camarades des sites de Pamplona et du Brésil qui ont envoyé des messages de solidarité, mais la direction des syndicats n'a même pas considéré nécessaire de faire connaître ces messages à l'ensemble des travailleurs.

Toutefois, si le « problème » est temporairement résolu pour VW, il ne l'est pas pour les travailleurs. **L'exploitation sauvage continue**. Les cadences infernales continuent. Plus tôt ou plus tard, il faudra retourner à la lutte, à la confrontation, chez VW comme ailleurs.

Pour cela, **il faudra forger une direction, il faudra doter l'organisation syndicale d'une conduction qui développe la démocratie ouvrière, qui appelle à la mobilisation, qui recherche constamment l'unité des travailleurs dans la lutte, au-delà des limites des entreprises, des branches, et de notre petit pays**.

Au long du conflit, beaucoup de travailleurs de VW se sont rendu compte de ces limites, de cette trahison de leur direction. D'aucuns ont essayé courageusement d'y résister, d'exiger des assemblées, de mobiliser. Un quart des travailleurs ont voté contre le « plan » de VW.

¹ L'Echo, 07/02/2007

² **Le jour même du référendum**, Le Soir a rempli ses pages avec le *success story* du travailleur de VW qui avait accepté la prime et en a profité pour monter sa propre entreprise. En Belgique, plus de 200 entreprises sont créés par jour, mais en 2006, 7.692 ont fait faillite.

Le patronat prépare de nouvelles attaques contre les travailleurs

Le patronat belge, représenté par la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), a publié son mémorandum pour les prochaines élections législatives, soit les principales revendications qu'il aimerait voir figurer comme priorités à l'agenda politique du futur gouvernement. Si la plupart des politiques défendues au sein de ce « programme patronal » sont connues et ont déjà été largement expérimentées (baisses des charges patronales de cotisation sociale, contrôle renforcé des chômeurs, flexibilisation accrue de la législation sur le travail, affaiblissement des services publics,...), la FEB propose de les approfondir encore mais avance également de nouvelles pistes pour « aider le monde de l'entreprise ». Des « pistes » qui préparent de nouvelles attaques contre les travailleurs.

Les entrepreneurs veulent plus, encore plus. Alors que les grands patrons affichent sans honte des salaires exorbitants¹, le niveau de vie des travailleurs continue à baisser partout en Europe. Ainsi, le phénomène des « travailleurs pauvres » s'est développé de manière importante ; un travailleur européen sur six (16%) vit en dessous du seuil de pauvreté. La Belgique est à peine en dessous de ce niveau avec 15% de travailleurs pauvres. Depuis maintenant plus de deux décennies, les gouvernements successifs ont appliqué leurs « bonnes recettes » pour, nous a-t-on dit, affronter une grave crise économique et sociale marquée par un chômage massif.

Un travailleur européen sur six vit en dessous du seuil de pauvreté.
Un travailleur belge sur sept vit en dessous du seuil de pauvreté

Le processus de Lisbonne, initié en 2000, a donné une nouvelle impulsion au niveau européen pour harmoniser et approfondir ces politiques : développement du temps partiel, du travail intérimaire, flexibilisation du temps de travail, augmentation des taux d'activité des travailleurs âgés, affaiblissement des systèmes de protection sociale, ...

Bilan ? Le chômage ne diminue pas, au contraire. Les profits des entreprises explosent. Les caisses publiques se vident. Les conditions d'emploi et de travail ne cessent de se dégrader. La santé des travailleurs se détériore, de nouvelles maladies liées au travail apparaissent et la conciliation avec la vie de famille devient de plus en plus difficile. Les salaires permettent de moins en moins de faire face aux dépenses cou-

rantes et aux besoins quotidiens d'un nombre croissant de ménages.

Derrière les revendications patronales, c'est donc cette réalité qu'il faut voir. Une réalité de plus en plus noire pour des millions de travailleurs alors même que les richesses produites par nos sociétés sont énormes mais de plus en plus concentrées et au bénéfice de quelques-uns.

Le mémorandum de la FEB se divise en 5 grandes parties : Economie, Marché du travail, Pouvoirs publics, Droit des entreprises et Europe. Nous ne traiterons ici que des deux premières parties.

« Pour une économie renforcée »

Pour la FEB, renforcer l'économie équivaut essentiellement à renforcer la compétitivité des entreprises. Comment ? En diminuant les coûts du travail. Et la FEB de ressortir le classique argument de l'« handicap salarial » pour préparer une nouvelle offensive contre les salaires sur base d'une stratégie multiple : réduction des charges fiscales sur le travail, imposition d'une norme salariale contraignante et non plus indicative, remise en cause de l'indexation des salaires et allongement du temps de travail sans modification du salaire.

Pour la FEB, cette dernière proposition serait particulièrement intéressante car « elle ne touche pas au revenu du travailleur ». Le travailleur n'aurait qu'à donner plus de son temps, pourvu qu'il ait le même salaire-poche. C'est toute la conception patronale sur le travailleur qui est mise à nu : le travailleur n'a pas d'existence sociale en dehors du lieu de travail, sa vie privée et familiale n'a aucune valeur. Il n'existe que comme marchandise à exploiter pourvu qu'il ait

les moyens de se reproduire comme force de travail.

Pour diminuer les coûts, la FEB revendique également une fiscalité favorable aux entreprises car selon elle « diminuer l'impôt augmente l'impôt ». Si les entreprises sont moins taxées, les bénéfices obtenus seraient réinvestis dans l'économie, augmentant les richesses potentiellement imposables. Un raisonnement bien connu..., mais désavoué par la réalité.

Enfin, un autre point qui doit permettre de « renforcer notre économie » fait apparaître très clairement le cynisme de l'organisation représentative des employeurs : il s'agit de limiter les mesures contre la fraude fiscale car celles-ci « ont accru de manière excessive les risques entrepreneuriaux et créé un climat dommageable à l'encontre de l'acte d'entreprendre ».

Loin de nier la réalité, la FEB fait de la fraude fiscale une pratique banale, presque indissociable de « l'esprit d'entreprise » et inverse les rôles. L'Etat, en contrôlant l'application de ses lois, empêcherait à la « créativité entrepreneuriale » de se manifester. Il devrait donc s'effacer pour laisser celle-ci s'épanouir librement, par la fraude.

Les mesures de combat contre la fraude fiscale « ont accru de manière excessive les risques entrepreneuriaux et créé un climat dommageable à l'encontre de l'acte d'entreprendre ».

« Pour des emplois plus nombreux et de qualité »

Cette deuxième partie, présentée sous un titre particulièrement généreux mais mensonger, comporte une série de mesures qui visent à approfondir encore

le démantèlement des acquis de la classe ouvrière. Si les patrons ne veulent pas être importunés concernant la fraude fiscale, il s'agit par contre de serrer la vis contre les « chômeurs profiteurs ».



Il faut donc les faire passer de l'inertie à l'activation en limitant les allocations dans le temps, en allongeant le stage d'attente et en prévoyant des limites d'âge, en renforçant encore le contrôle de la disponibilité des chômeurs, en éliminant les « pièges à l'emploi » (soit, en maintenant suffisamment bas le niveau de vie des allocataires sociaux), et en guidant les demandeurs d'emploi vers l'emploi disponible (soit, en assouplissant la notion d'emploi convenable et donc en obligeant les chômeurs à accepter n'importe quel emploi).

Toujours davantage de flexibilité...

Si ces mesures visent à augmenter l'offre de main-d'œuvre, la FEB ressort également sa « recette-miracle » pour augmenter la demande de main-d'œuvre : la flexibilité ! Il s'agit de « rendre nos entreprises plus compétitives en leur permettant de réagir rapidement aux fluctuations des cycles de productions, aux opportunités du marché et aux exigences de leurs clients ». Soit, de pousser à l'extrême l'instrumentalisation et la soumission des travailleurs aux besoins de la machine productive et surtout aux intérêts de ceux qui en sont les propriétaires : augmentation des heures supplémentaires sans repos compensatoire et sans devoir obtenir

l'autorisation préalable de la délégation syndicale, annualisation de la durée du travail, augmentation de la durée hebdomadaire du temps de travail à 48 heures/semaine, favoriser le développement des systèmes individuels d'épargne-temps. L'offensive patronale sur le temps de travail semble donc belle et bien entamée.

Les propositions défendues par la FEB concernant le système d'épargne-temps reprennent des mesures qui existent déjà dans divers pays européens et qui sont promues aujourd'hui par l'ensemble des institutions communautaires et internationales (OCDE, commission européenne,...). Ce système, dont nous avons déjà parlé dans le PI n°44, visent à « responsabiliser davantage les travailleurs par rapport à leurs carrières » en leur faisant prendre en charge le financement éventuel d'une interruption de carrière, d'une retraite anticipée ou d'un congé, en ayant accumulé préalablement du temps presté en plus (heures supplémentaires, congé non pris,...).

« Les travailleurs pourraient alors être encouragés par un régime fiscal favorable à épargner des heures supplémentaires ou des jours de congé pour les prendre plus tard au cours de leur carrière et financer ainsi eux-mêmes une interruption temporaire de leur carrière ou leur retraite anticipée ».

Mais la flexibilité ne concerne pas seulement le temps de travail. Le patronat veut également des « procédures d'embauche et de licenciement plus souples ». Les travailleurs belges ne seraient pas suffisamment « mobiles », ils resteraient trop longtemps sur un même emploi. Il faut donc, pour la FEB, augmenter la rotation de la main-d'œuvre sur un même emploi : les travailleurs se sachant sur un siège facilement éjectable se montreraient certainement moins revendicatifs et cela permettrait à l'employeur d'adapter au plus près son personnel aux fluctuations de sa production ou de ses services. Comment intensifier la rotation ? En permettant une utilisation plus souple du travail intérimaire (supprimer la nécessité de motiver le recours au travail intérimaire²), en encourageant la mise à disposition de travailleurs et en dimi-

nuant les coûts pour l'employeur d'un licenciement.³

« Une immigration bien pensée »

Pour favoriser des « emplois plus nombreux et de qualité », le patronat propose également une « politique d'immigration bien pensée ».

Aurait-il soudainement certaines préoccupations à l'égard des agressions quotidiennes qui sont menées contre le droit d'asile, contre les droits fondamentaux de personnes qui se voient enfermées sans n'avoir commis aucun délit que d'avoir voulu chercher refuge dans un pays qui se déclare encore « terre d'accueil » ? Aurait-il un certain malaise à l'égard de travailleurs qui, faute de papiers, sont soumis aux pires abus et exploitations ?

Non, une « politique d'immigration bien pensée » selon la FEB, c'est une politique qui limite encore drastiquement les possibilités de regroupement familial et de droit d'asile mais par contre, qui assouplisse les procédures pour organiser la « fuite des cerveaux » en provenance des pays tiers, soit en favorisant l'utilisation temporaire de travailleurs qualifiés selon les besoins fluctuants de notre pays. Si la FEB reconnaît également le recours à de la main-d'œuvre non qualifiée en provenance de pays étrangers, rien n'est proposé pour favoriser leurs droits de séjour et de travail ; c'est que la clandestinité tolérée de cette main-d'œuvre permet de pourvoir à la demande. (Voir l'article suivant dans cette édition.)

« Une politique de pension renouvelée »

Enfin, une dernière mesure proposée « en faveur de l'emploi » concerne une « politique de pension renouvelée » dont on a déjà pu subir un avant-goût avec le Pacte des générations. Pour les patrons belges en effet, ces mesures récentes ne suffisent pas pour financer nos pensions. Il faut revoir le niveau des pensions des fonctionnaires (à la baisse bien-sûr !), favoriser les systèmes d'épargne individuels et privés, revoir le ratio de remplacement (soit, revoir à la baisse le rapport entre la pension légale et le dernier salaire), poursuivre les réformes en vue d'augmenter le taux d'activité des plus âgés et « maîtriser les dépenses publiques ». Soit, tout un programme pour démanteler rapidement notre système public de pensions.

Dans un discours extrêmement révélateur sur « l'état de la Wallonie » tenu le 31 janvier 2007, le président du parti « socialiste », Elio Di Rupo, considère les taxes sur les entreprises comme des « antiéconomiques », affirme le besoin de « la sensibilisation, des l'école, à l'esprit d'entreprendre », s'enorgueillit de l'élimination des taux sur les droits de succession et de donation pour la transmission d'entreprises, vante l'articulation étroite entre les entreprises, la recherche et la formation,...

Face à l'agressivité d'un patronat plus sûr de lui que jamais, renforcé en-

core sur ses principaux axes par les accords conclus avec le « partenaire syndical » (voir PI n° 43 sur le tout récent AIP 2007-2009) et les déclarations récentes des dirigeants « socialistes », la résistance des travailleurs ne peut que s'organiser à la base, dans les entreprises et les quartiers, sur base d'une défense commune et solidaire des acquis de notre classe, qu'ils soient travailleurs « autochtones » ou étrangers, avec ou sans-papiers, pour avancer ensemble dans la lutte pour un programme des travailleurs et pour les travailleurs.

¹ Le patron de La Poste Johnny Thijs gagne ainsi plus de 800.000 euros par an, sans compter les avantages divers, et le patron de Belgacom 2.200.000 euros. De quoi se poser des questions concernant les orientations

choisies pour « réduire les coûts » : licenciement du personnel, réduction des services au public (fermeture de nombreux bureaux de postes,...).

² Pour le moment, il existe trois motifs permettant l'utilisation de travailleurs intérimaires : le remplacement temporaire d'un travailleur, l'accroissement temporaire de travail et une activité exceptionnelle. Il y a cependant très peu de contrôles et le travail intérimaire est devenu davantage un mode de gestion à part entière de la main-d'œuvre pour un nombre croissant d'entreprises plutôt qu'une pratique exceptionnelle.

³ Les discussions qui vont être menées dans un avenir très proches concernant les statuts ouvriers-employés s'inscrivent dans cet objectif : les patrons veulent diminuer, voir supprimer le préavis des employés !

Stop aux emplois précaires !
Stop aux réductions de charges sociales et fiscales des entreprises !
Des emplois plus nombreux et de qualité
par la réduction du temps de travail sans perte de salaire !

Le Marxisme Vivant

Revue de théorie et politique internationale

Demander le dernier numéro à nos militants !
Vous pouvez aussi retrouver les anciens numéros sur
<http://www.marxismovivo.org>

Dans ce numéro :

Cuba : après Fidel, quoi?

La direction castriste : de l'expropriation à la restauration

Le guévarisme et la révolution permanente

Moyen-Orient

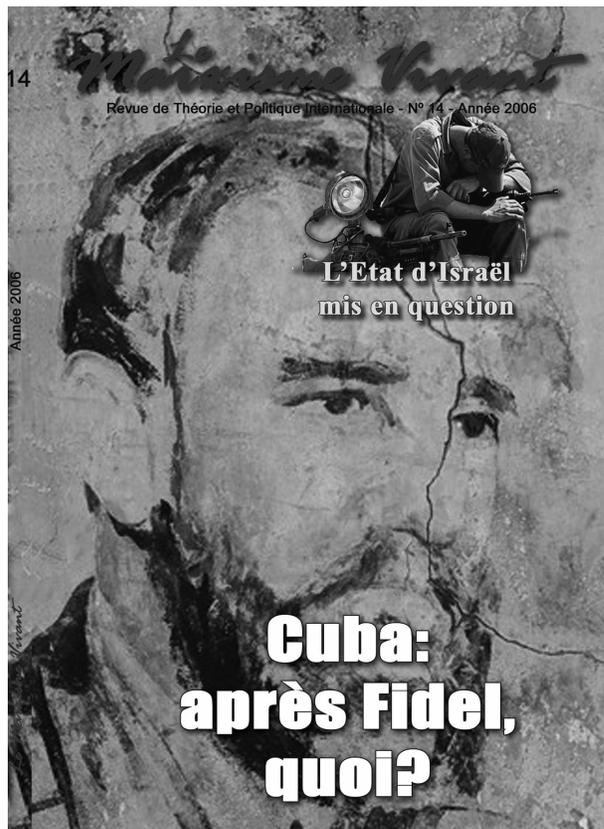
La défaite d'Israël au Liban produit un changement qualitatif au Moyen-Orient

Qu'est l'Etat d'Israël et pourquoi faut-il le détruire ?

Le chantage de l'antisémitisme

Nos accords et nos désaccords avec le Hezbollah

Une Palestine laïque, démocratique et non raciste



L'illégalité rapporte gros

Alors que le sujet de la main d'œuvre sans papiers était un phénomène qui restait dans l'ombre il y a encore quelques années, le mouvement organisé de ces derniers a permis de briser le tabou. Certains y répondent par des considérations humanitaires, en prêchant le sentiment de charité. Des partis traditionnels « progressistes » font la promesse qu'ils s'attèleront un jour à élargir les critères de régularisation. Mais le problème, que ces derniers essayent d'éviter, est qu'ils ne veulent pas régulariser les sans-papiers. Le fait de maintenir une réserve de main d'œuvre dans l'illégalité rapporte non seulement très gros, mais il s'agit d'un nouveau phénomène véritablement structurel, fondamental pour maintenir « la compétitivité de notre économie ». Le patronat a besoin de travailleurs de seconde classe et ces politiciens en col blanc sont à son service. La question essentielle est dès lors la question du travail. Pourquoi et comment les lois belge et européenne permettent-elles d'organiser cette « illégalité » ? Essayer de répondre à cette double question, ce que cet article propose d'introduire, peut aider le mouvement des sans-papiers et ses alliés à mieux définir leur stratégie dans la lutte difficile qui est la leur.

Le travail en mutation

Depuis une quinzaine d'années, avec l'application des politiques néolibérales, les entreprises ont de plus en plus de droits et s'accaparent de nouveaux marchés grâce à l'ouverture totale des barrières douanières sur tout le globe, pour le capital. Ce phénomène de « mondialisation » entraîne une profonde transformation du marché de l'emploi. On a vu des pans entiers de la production industrielle délocaliser pour chercher l'exploitation d'une main d'œuvre plus rentable à l'étranger, plus pauvre et moins contraignante pour les employeurs. Bruxelles, qui était encore la première ville industrielle belge en 1975, a vu ses usines remplacées par des bureaux, ses emplois industriels remplacés par des emplois dits « de services aux entreprises ».

Une première stratégie que le patronat a mit en place pour pousser toujours plus en avant la compétitivité de leurs entreprises a été une mise en concurrence accrue par la sous-traitance. Les entreprises fragmentent leurs activités et en délèguent une partie vers des entreprises tierces. Ce sont ces dernières qui in fine emploient et font pression sur la main d'œuvre dans des conditions bien plus médiocre. Des entreprises sous-traitantes « au service » d'entreprises donneuses d'ordre, voilà ce qui permet une exploitation renforcée.

Si des secteurs entiers de l'économie ont délocalisé, il existe toute une série de secteurs qui ne peuvent intrinsèquement pas être délocalisés ou dont les produits ne peuvent pas être stockés.

Des sans-papiers en mouvement

Ce 24 février, 600 personnes ont répondu à l'appel de l'UDEP-Bruxelles pour manifester dans les rues de la capitale. Il s'agit de la plus grande manifestation depuis celle du 17 juin 2006. Elle était composée majoritairement de sans-papiers, des quatre coins de Bruxelles, autour des revendications centrées sur la défense de leurs droits des sans papiers. On pouvait aussi remarquer la présence de syndicaliste de la CSC. L'UDEP organisait aussi d'autres manifestations dans le pays comme à Charleroi ou à Liège devant le centre fermé de Vottem.

« Libérez tous les prisonniers, régularisez tous les sans papiers ! » et « On veut travailler, on n'a pas de papiers ! On veut étudier, on a pas de papiers ! » étaient les principaux slogans scandés dans les rues de Bruxelles ce samedi. Ils reflètent bien une volonté de mobiliser pour libérer les camarades, régulariser tous les sans papiers et aussi revendiquer leur condition de travailleurs.

La libération d'Amel, enceinte de 5 mois, tout comme celle d'Anicet, porte parole de l'UDEP-Verviers, obtenue grâce à la mobilisation des sans papiers et de leurs soutiens, nous montre qu'il est possible d'obtenir des victoires.

Nous saluons l'UDEP pour cette journée de mobilisation réussie et pensons que c'est par la lutte qu'il est possible de reconstruire un puissant rapport de force et d'obtenir toujours plus de victoires !

**Ensemble, jusqu'à la régularisation inconditionnelle
de tous les sans papiers !**

On peut citer la construction et la rénovation, l'Horeca, l'hôtellerie, l'horticulture, les soins aux personnes (homes pour personnes âgées, coiffure, etc.), le transport de marchandises et de personnes, etc. Dans tous ces secteurs, les employeurs ont du faire appel à une autre stratégie pour augmenter leur profit et l'exploitation. A défaut de pouvoir se déplacer elles-mêmes, l'alternative est de « délocaliser » la force de travail. Les entreprises utilisent

une réserve de travailleurs immigrés pauvres, entretenus dans une misère comparable à celle qu'on retrouve dans des pays dits sous-développés. Le concept selon lequel une personne est dite « illégale », par décret des autorités, favorise et crée même cette armée corvéable à merci.

De plus, dans ce contexte où la recherche de bénéfice est poussée à l'extrême, l'économie formelle s'accompagne inmanquablement d'une

économie informelle. Et une nouvelle forme de sous-traitance est apparue, non contrôlée. Il devient très facile de frauder, entre autres par un mécanisme de faillite frauduleuse. Ce secteur informel engage particulièrement des travailleurs dans des conditions misérables, en ne déclarant qu'une partie du travail, en engageant des sans-papiers, etc. Et en fin de compte, le premier donneur d'ordre (l'entreprise officielle pour laquelle les sous-traitants ont travaillé) se dit totalement irresponsable de ces sociétés sous-traitantes frauduleuses et s'en lave les mains, les profits supplémentaires en poche. Il ne s'agit pas de cas isolés ou marginaux, mais de grandes entreprises qui fonctionnent de la sorte dans le secteur du bâtiment ou de l'hôtellerie, y compris jusque dans les bâtiments de la Commission européenne.

Les travailleurs « doivent s'adapter »

Le problème est qu'à travers ce processus de sous-traitance, les patrons parviennent à isoler les travailleurs par le morcellement juridique d'une même entité de production (sur le chantier de la station d'épuration des eaux urbaines de la région de bruxelloise, on a dénombré pas moins de 80 sous-traitants), et de ce fait à faire pression sur les conditions de travail (contrats à durée déterminée, intérim, flexibilité accrue, une partie en noir ou totalement illégal, etc.) en profitant de l'absence de toute représentation syndicale (à Bruxelles, près de 40% des travailleurs sont occupés dans des PME de moins de 50 travailleurs, dès lors, dépourvues de délégation syndicale). Il s'agit là, du cas des entreprises formelles. Dans l'économie informelle, le travailleur est soumis à une flexibilité absolue : ni règles sociales, ni environnementales, ni sanitaires, ni sécuritaires, etc. Il s'agit bien souvent de travailleurs immigrés, également dans une situation irrégulière. Sans droit, c'est une main d'œuvre rêvée pour qui veut faire facilement beaucoup de profit, puisqu'elle est plus docile et qu'il ne faut payer aucun impôt, ni aucune contribution sociale. L'exploitation peut atteindre des limites extrêmes, sans scrupule. On se souvient de l'ouvrier moldave qui travaillait sur un chantier à Anderlecht et est tombé d'un échafaudage. Paniqué d'être pincé pour délit d'occupation

illégal, son patron a préféré le jeter mourrant dans un bois près d'Alost.

Dans ce marché libre, l'effet pervers est l'intensification de la concurrence entre les travailleurs eux-mêmes, placés dans des catégories précaires distinctes : chômeurs, ALE, intérimaires à la journée, sans-papiers (illégal, clandestin, article 9.3, réfugié, etc.), obligés d'accepter n'importe quoi, à n'importe quel prix, emmenés dans une spirale descendante au plus grand profit des capitalistes, non mécontents de la misère des autres.

Les services de la législation

La politique d'immigration a toujours été subordonnée au besoin de main d'œuvre sur le « marché de travail ». Après avoir encouragé l'immigration pendant ses années d'essor économique, la loi belge n'a autorisé l'immigration à partir de la crise du début des années 70 que sur dérogation.

Toute une série de règles ont donc été définies et les textes législatifs sont devenus de plus en plus obscurs, complexes et contradictoires, puisqu'ils définissent la légalité tandis que la réalité de la production économique se fait de plus en plus dans l'illégalité.

Les textes légaux reflètent clairement que le problème essentiel reste bien le besoin de main d'œuvre. Dans l'article 14 de l'Arrêté Royal du 9 juin 1999, on peut même y voir un certain cynisme, en prenant des garanties sur l'employabilité de l'immigrant : « *La demande d'autorisation d'occupation pour un travailleur étranger, occupé pour la première fois en Belgique, doit être accompagnée d'un certificat médical constatant que rien n'indique que son état de santé, le rendra inapte au travail dans un avenir rapproché* ». Selon l'article suivant, pour qu'un employeur puisse embaucher un travailleur étran-

Modeluxe : une lutte exemplaire

Modeluxe est une blanchisserie implantée en région parisienne, qui emploie 160 travailleurs. Lors d'un contrôle de police en 2004, de nombreux travailleurs sans papiers ont été détectés mais l'entreprise a pu maintenir leur contrat de travail, grâce à un accord avec les autorités. En septembre 2006, pour augmenter ses profits, Modeluxe licencie 22 travailleurs sans papiers, en les accusant d'avoir caché à la direction leur situation administrative. Comme si la direction ne savait pas qu'ils étaient « sans papiers » depuis toutes ces années de sur-exploitation !

Dès l'annonce des licenciements, les 160 travailleurs de Modeluxe sont entrés en grève pour dénoncer l'hypocrisie de la direction qui utilise des travailleurs sans papiers pour augmenter la pression sur les salaires des autres travailleurs, et dont elle se débarrasse facilement.

Après plusieurs mois de lutte et grâce à la vague de solidarité ainsi qu'à l'appui de la Confédération Générale du Travail (CGT), 18 travailleurs sans papiers ont obtenu la régularisation de leur situation grâce à la lutte commune de tous les travailleurs, avec ou sans papiers (*Le Monde*, 16/01/07).

Cet exemple nous montre, qu'en luttant ensemble, il est possible de faire face aux politiques patronales qui voudraient nous diviser. En réponse à leur stratégie de « diviser pour régner », nous devons y opposer l'unité pour gagner, ensemble, des victoires pour améliorer nos conditions de vie à tous.

C'est pourquoi, pour défendre les travailleurs sans papiers, l'UDEP doit continuer à se solidariser avec les luttes des travailleurs « avec papiers », comme ce fut le cas lors de la manifestation pour défendre l'emploi chez VW le 3 décembre dernier. Il est nécessaire d'aller vers les organisations des travailleurs, les syndicats, pour discuter ensemble de nos conditions de travail et de la manière d'unir nos luttes.

**Exigeons ensemble des conditions dignes de travail pour tous car
« Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs ! »**

ger, l'autorisation devrait lui être donnée avant l'arrivée de son futur employé sur le territoire belge : « *L'autorisation d'occupation n'est pas accordée lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation* » (AR. 30 avril 1999, art. 4, alinéa 2). Il s'agit ici d'un moyen légal pour importer les cerveaux, la main d'œuvre hautement qualifiée, en faisant fi de tous les autres, un moyen de faire le tri entre les immigrés selon leur compétence et leur utilité sur le « marché de l'emploi ».

La loi belge a la particularité de distinguer le permis de travail du permis de séjour. Le permis de travail n'est donné qu'à ceux qui ont un permis de séjour, mais ceux qui ont un permis de séjour (ou un séjour autorisé) n'ont pas nécessairement un permis de travail. Il est donc prévu, par des textes de loi, qu'un immigré puisse avoir l'autorisation de séjourner légalement sur le territoire, mais qu'il lui soit formellement interdit de travailler. La loi tolère la présence de personnes qui ne pourront pas survivre autrement que par le travail clandestin.

Quand le gouvernement a mis fin à l'aide sociale en argent destiné aux étrangers en séjour précaire, il a alimen-

té encore de fait le marché de travail illégal. Selon les rares enquêtes qui ont été menées sur le profil d'activité des réfugiés et demandeurs d'asile, même si ceux-ci sont autorisés à travailler (jusqu'à présent), la première des ressources familiales est le travail au noir, quelles qu'en soient les conditions, et cela parce que les employeurs prêts à les embaucher légalement sont rares. Les postes vers lesquels l'ORBEM, les CPAS et les associations d'insertion dirigent les réfugiés qui s'adressent à eux sont surtout des emplois peu qualifiés et soumis à une grande flexibilité. Une politique qui favorise donc la pression sur ces emplois de la misère, à l'encontre des intérêts de tous les travailleurs.

On peut ajouter à cela que pour tous ceux qui n'ont pas de droit de séjour, une population estimée à plus de 100.000 individus, leur peur et leur docilité sont entretenues par la politique de répression, par le risque de l'enferment ou l'expulsion vers leur pays d'origine. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le gouvernement organise cette réserve de main d'œuvre clandestine.

Certains disent que l'on « ne peut pas accueillir toute la misère du monde »,

mais dans les faits, le gouvernement reproduit volontairement la misère ici.

Une flexibilité européenne

Aujourd'hui, toute entreprise européenne est libre de décrocher des marchés partout en Europe. On appelle cela « la libre prestation de services ». Dans ce cadre, toute entreprise a droit à envoyer (ou « détacher ») ses travailleurs dans n'importe quel autre pays européen. Il existe des règles (et donc aussi des infractions) qui limitent ce « détachement » dans le temps. Le principe est que l'entreprise doit cotiser auprès de la sécurité sociale du pays d'origine, mais elle doit se conformer au droit du travail du pays où le travail est effectué (c'est cette dernière règle que la directive Bolkenstein voulait démanteler).

Avec cette technique du détachement, une entreprise bruxelloise pourrait, par exemple, très bien s'installer en Pologne et détacher des travailleurs polonais pour travailler dans les chantiers de construction bruxellois. L'entreprise belge évite ainsi de cotiser à la sécurité sociale en Belgique. Il s'agit ici d'un exemple tout à fait légal, établi par les textes européens. On ne parle pas encore de toutes les fraudes possibles, dans des formes de plus en plus complexes et pernicieuses...

Le syndicat peut déjà offrir la reconnaissance du droit et une assistance juridique au niveau du travail des sans-papiers. Il y a une expérience dans ce sens dans la région de La Louvière et de Mons, et à Marseille en France également. La CSC de Bruxelles-Halle-Vilvorde affilié actuellement ouvertement des sans-papiers.

Comme première mesure vers un minimum de respect des droits des travailleurs sans-papiers, nous militons pour :

**La syndicalisation des travailleurs sans-papiers,
dans les mêmes conditions et au même titre que les travailleurs belges sur le même lieu de travail !**

Pour casser la division entre les travailleurs par le mécanisme de la sous-traitance, nous avançons les revendications suivantes :

**Même lieu de travail, mêmes droits pour tous !
Le premier donneur d'ordre doit être pénalement responsable du respect de ces droits !**

Que l'inspection du travail fasse son travail, qui devrait être de lutter contre l'exploitation illégale. Pour ce faire, lorsqu'un travailleur est soumis à une inspection sur son lieu de travail, nous sommes pour :

**Faire payer immédiatement au premier donneur d'ordre tous les arriérés de cotisations sociales !
Admettre au travailleur son droit à la sécurité sociale !
Régulariser le travailleur sans-papiers et sa famille !**

Comme première mesure pour contrecarrer cette mise au travail clandestin organisée par la législation, dans le cadre actuel nous sommes pour :

**Donner immédiatement et sans condition un permis de travail
à toute personne autorisée à séjourner !**

Extrait d'une interview avec Dirk Cosyns

Dirk Cosyns est ouvrier chez VW-Forest depuis 1986, ex-délégué FGTB et membre du POS.

Depuis les années 90, ils ont réorganisé leur production au niveau européen (dans le groupe) pour mettre en concurrence interne SEAT, Skoda, VW-Forest, VW Allemagne. Naturellement l'usine restait l'usine, mais le groupe a uniformisé les modèles pour expérimenter le passage de la production de pièces de SEAT d'Espagne ou de Skoda à ici, etc, pour voir comment ça pouvait se produire dans d'autres conditions, avec un autre climat social. Maintenant, ils utilisent la concurrence interne entre Audi et VW. Et il y a des gens qui disent : « Oui mais maintenant ça va devenir Audi ! ».

Mais qu'est-ce que ça change pour nous ? Que ce soit VW, Audi ou quelque chose d'autre, nous, on vient travailler pour gagner notre pain, dans telles ou telles conditions et on lutte pour en avoir de meilleures, parce que c'est dur de travailler là-dedans. Il y a aussi la mise en concurrence entre sous-traitants et ceux de l'usine à l'intérieur même, en disant « cet atelier là, on va le sous-traiter si vous n'êtes pas assez compétitifs », etc..

Il y a donc eu plusieurs restructurations avant, mais cette fois-ci, c'était le choc, on était choqué par la violence de l'attaque car au début il restait encore moins de la moitié du personnel, il nous restait rien comme production, ça avait l'apparence d'une fermeture en deux phases. Les gens percevaient ça comme une grave attaque contre leur personnalité, leur camaraderie et leur lutte depuis des années.

Le fait d'avoir pu maintenir 3000 postes est déjà une victoire. Si ces 3000 avait disparu, ça aurait été encore pire. Mais je ne crois pas que cela ait été la seule opportunité, je suis convaincu que s'il y a du travail pour 3000, il y a du travail pour plus encore. Ils allongent le temps de travail pour laisser moins de gens. C'était un dossier symbolique, c'est pour ça que Verhofs-tadt l'a pris directement. **J'ai tout de suite compris que c'était une attaque contre les 35 heures.** Il reste donc à faire un débat politique et syndical sur la réduction du temps de travail. On ne peut pas se permettre que certains doivent travailler à mort dans l'usine, alors que d'autres sont au chômage. Je trouve ça injuste comme base de société.

Dans la délégation pendant les années 90, quand une décision ne nous plaisait pas, on la remettait en question, et on ne l'acceptait pas. C'est comme ça qu'on a eu les 35 heures par exemple, dans des conditions difficiles. La nouvelle génération de la délégation ne met plus automatiquement, comme nous on le faisait, le système en doute. Lors de la première assemblée des travailleurs, ils nous disaient : « retourner à la maison, regarder la télé et lisez les journaux ». Il faut dire que cela fait quelques années que la délégation a adopté une autre pratique. Il avait une méthode plus technique, il faut dire qu'ils ont eu aussi des victoires comme la pré-pension etc., mais toujours dans le cadre bien établi, qui me fait penser au co-

management, à la co-gérance qui est d'office pratiquée par la CSC. Il y a toujours eu des divergences entre travailleurs, et certainement dans des crises pareilles. Mais moi, ce qui m'a choqué, c'est le manque d'intérêt pour unifier les gens dans la lutte. Ils ont commencé à négocier en faisant des catégories séparées avec ceux qui voulaient partir avec une prime, etc.

Vendre son boulot pour une prime. Essaye d'expliquer ça à ceux qui n'ont pas de boulot, à ceux qui sont licenciés sans prime. Idéologiquement, c'est difficile de défendre ça. Ce qui se passe chez VW est une injustice sociale, mais la direction a su le faire passer comme quelque chose de normal : « Le

capitalisme peut se restructurer sur le dos des gens, et ils disent qu'ils nous soutiennent, en nous donnant de l'argent pour qu'on aille chercher du boulot ailleurs ».

On pourrait très bien créer des conventions européennes, et on aurait un cadre politique et législatif pour unifier les intérêts de tous les travailleurs, au moins déjà de VW. C'est la même chose pour les sous-traitants. Mais c'est organisé pour empêcher cette unité. Dans la pratique, à l'intérieur, quand on est soi-même dans la merde, c'est très difficile d'entraîner encore les autres pour lutter et dépasser le cadre établi. Tout d'abord, il faut une volonté pour le faire, et ici ils n'avaient déjà pas la volonté d'unifier ceux de VW même... En plus, les sous-traitants auraient du commencer leur grève au moment où on recommençait à travailler chez VW, c'est à ce moment là qu'ils pouvaient emmerder la direction de VW. C'est aussi ça la difficultés avec les sous-traitants.

J'ai toujours aimé voir comment les gens résistent à chaque fois à l'intérieur du système, contre cette oppression, quotidiennement. Ils cherchent des moyens... Et s'il y a une collectivité, au niveau syndical et politique, ça, ça peut changer le monde. Les gens le réclament, et c'est ça mon optimisme, ils ne vont pas faire laisser passer n'importe quoi. Cette notion des 35 heures, ils l'ont eu, ils ont eu cet acquis là, qu'ils vont peut-être devoir perdre maintenant, mais ça va revenir.

Je crois que le mouvement ouvrier trouvera ses propres solutions et ses formes de solidarité pour dépasser cette période, pour lutter avec plus d'unité avec les sous-traitants et ici entre les travailleurs de VW même, mais aussi avec les travailleurs allemands, espagnols et d'autres, pour mieux défendre leurs intérêts qu'actuellement. Il faudra étudier cette expérience par après, la critiquer de manière constructive. Comme direction de la classe ouvrière, il faut rester optimiste pour l'avenir, et je le suis. Il y a une possibilité de s'organiser et de lutter plus efficacement contre ce qui vient de ce passer ici à VW et d'arrêter de se faire embobiner par le capital.



Appel de solidarité

Volkswagen Brésil licencie des travailleurs blessés ainsi que le dirigeant du Syndicat des Métallos de la Région de São Paulo (ABC).

Voici un appel, signé par des travailleurs de Volkswagen au Brésil, en particulier par:

Les membres de la commission d'usine : Tico (aile 3), Wagner, Eder et Net (ailes 4 et 2), Alemão (aile 13).

Les dirigeants du syndicat (CSE): Ermano (aile 14), Brandão (aile 5), Curie (salle de machines).

Les travailleurs de cette même usine avaient envoyé en décembre 2006 un message de solidarité aux travailleurs de VW-Forest.

En 2006, Volkswagen a fait un bénéfice de 2,7 milliards d'euros, une augmentation de 145% par rapport à 2005. En outre la Banque Nationale de Développement Economique et Social lui a accordé des crédits et des prêts pour près de 1,5 milliard de dollars, durant les 6 dernières années.

D'autre part, durant ces mêmes 6 années, on a éliminé 7.000 postes de travail et, pour 2007, la VW a un plan de réduction qui prétend atteindre 3.600 travailleurs. Dans la première phase, jusqu'au mois de janvier, 1.300 travailleurs ont été licenciés. De cette manière, une usine qui avait 40.000 employés dans les années 80, prétend arriver à 6.000 ou 7.000, en 2010.

Avec cet objectif, la direction d'entreprise de VW utilise tout type de mécanismes : la fraude, les mensonges, le chantage et les menaces de fermer l'usine d'Anchieta (San Bernardo, dans la ceinture industrielle de São Paulo). En plus, il licencie des travailleurs avec des maladies professionnelles, qui font l'objet de procès judiciaires contre l'Institut National de la Santé.

Pour pouvoir mettre en oeuvre ce plan et mettre un terme à la résistance des travailleurs, l'entreprise attaque l'organisation syndicale des travailleurs, en violant les lois du travail brésiliennes, la Constitution Nationale et les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail, comme on pouvait s'y attendre.



Dans leurs listes de licenciements sont inclus aussi des dirigeants syndicaux du Syndicat historique des Métallos de la région de São Paulo, dont le Président de la République lui-même, Lula, a été président dans le passé.

En foulant aux pieds totalement les droits du travail, Volkswagen a licencié le dirigeant Rogério de Cerqueira Romancini, travailleur de l'entreprise depuis six ans et demi et élu comme direction du syndicat pour le mandat de 2005-2008. L'entreprise avait déjà licencié un autre dirigeant du syndicat à la fin de l'année passée, le camarade Biro-Biro. Une fois de plus, la direction d'entreprise de Volkswagen attaque l'ensemble du mouvement syndical brésilien et international puisque, afin de toucher aux droits des

travailleurs, elle licencie des dirigeants syndicaux. Si VW a été capable de licencier un directeur du Syndicat des Métallos de la région de São Paulo, le syndicat avec la majeure tradition dans notre pays, à la tête des grandes luttes des années '70 et '80, il ne respectera plus rien. C'est une attaque qu'il faut absolument freiner.

Les membres de la Commission d'Usine et les directeurs du syndicat des métallos de VW appellent donc à l'ensemble du mouvement syndical et populaire, au mouvement étudiant, aux parlementaires, aux politiciens et aux personnalités, dans tout le pays et aussi internationalement, à répudier cette attaque au cœur de la classe ouvrière brésilienne.

NON aux licenciements chez VOLKSWAGEN

NON aux attaques contre l'organisation des travailleurs, perpétrés par VW

En défense de l'organisation syndicale des travailleurs

Réincorporation immédiate de Rogério Romancini et de Biro-Biro

Vous pouvez manifester votre réprobation de ces mesures de répression et votre solidarité avec les travailleurs de VW-Brésil, en envoyant un message à:

M. Nilton Júnior, Directeur de Ressources Humaines de Volkswagen du Brésil

<nilton.junior@volkswagen.com.br>

Avec copie à:

José Feijó, Président du Syndicat des Métallos de l'ABC - <presidencia@smabc.org.br>

Rogério Romancini - <rogerioromancini@uol.com.br>

Assistance de Conlutas - <assessoria@conlutas.org.br>



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°127 - février 2007 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Le Venezuela : en marche vers le socialisme ?

Dans les discours faits après sa réélection, Hugo Chavez a affirmé que le Venezuela entamait « la phase de la construction du socialisme ». Il y a lancé la proposition de construire le PSUV (Parti Socialiste Unique du Venezuela), il a annoncé la nationalisation de la CANTV, des entreprises d'énergie et d'un canal de télévision, ainsi que la transformation en « entreprises mixtes » des concessions accordées aux entreprises étrangères dans la Ceinture Pétrolière de l'Orinoco. Ces annonces ont eu un grand impact en Amérique Latine. Courrier International consacre cette édition à l'analyse de la réalité vénézuélienne et à la position de la LIT-QI face à celle-ci.

Les nationalisations

L'impact le plus important a certainement été causé par l'annonce des nationalisations (dont la première vient d'être mise en route avec l'achat de l'entreprise électrique EDC). Cette annonce a été reçue avec enthousiasme par le peuple vénézuélien et les masses latino-américaines. C'est évident : après de nombreuses années de privatisations, des gouvernements comme ceux de Chavez et d'Evo Morales paraissent commencer à aller en sens inverse.

C'est vrai que, malgré le caractère profondément limité et partiel que lui ont imposé les deux gouvernements, **ces nationalisations contiennent un élément progressif : elles récupèrent pour l'État, de la main des entreprises impérialistes, une partie du patrimoine national que celles-ci utilisaient pour piller le pays.** En ce sens, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un triomphe, même s'il est partiel, de la lutte menée durant de nombreuses années par les peuples de ces pays.

Le cas de la CANTV

Cette entreprise téléphonique appartenait à l'État et bénéficiait du monopole jusqu'en 1991, année où elle fut privatisée et achetée par le consortium Venworld Telecom,

dominé par l'entreprise américaine Verizon Communications Inc. En prenant possession de la CANTV, Venworld a drastiquement réduit les emplois et mis à la retraite 8.000 travailleurs. Elle s'est enga-

Cesar Neto - Nacho Silva
en bolivars, suivi par la vente sur la bourse de New York, s'est transformé en une façon « légale » de sortir des devises du pays. Quand les journaux informent sur les taux de change, ils parlent du dollar



gée à les payer la retraite en accord avec les lois vénézuéliennes (pas moins d'un salaire minimum), mais elle n'a pas honoré ce compromis et elle payait beaucoup moins. Les pensionnés ont alors entamé des actions judiciaires et une série de mobilisations.

D'autre part, outre les affaires téléphoniques, l'achat d'actions de la CANTV au Venezuela, payées

officiel, du dollar sur le marché parallèle et du dollar CANTV. Disons, en passant, que les propriétaires de la CANTV ont soutenu le coup d'Etat d'avril 2002 et le lock-out patronal de cette fin d'année.

Une action très limitée

La nationalisation de la CANTV et des entreprises d'élec-

tricité est amplement justifiée, mais il faut maintenant analyser le caractère profondément limité et partiel des mesures.

D'abord, **il ne s'agit pas d'une « nationalisation sans indemnisation » mais d'un achat**, en accord avec les normes admises par le droit bourgeois et les critères capitalistes. Dans le cas de la CANTV, la Verizon avait mis ses actions à la vente, dans le cadre d'un plan de restructuration continentale. Ce qui est encore en discussion, et a irrité le gouvernement des Etats-Unis, est le prix, étant donné que Chavez

a fait savoir qu'il déduirait la dette envers les pensionnés, dont l'Etat vénézuélien se chargerait.

Quant à l'achat de la compagnie électrique EDC, 730 millions de dollars ont été payés. Selon les journaux, « *l'opération n'a pas causé de grandes polémiques avec l'entreprise américaine. Le représentant de l'entreprise et signataire de l'accord, Paul Racontent, a affirmé que 'nous croyons fortement au Venezuela et en la EDC comme compagnie'* »¹

Deuxièmement, **les nationalisations ne sont pas étendues à**

d'autres secteurs clef de l'économie où les entreprises impérialistes ont beaucoup de poids, **comme la production pétrolière** (voir cadre) ou l'industrie automobile, dominée par la GM, Ford, Mitsubishi et Toyota (avec de grands bénéfices concédées par l'Etat vénézuélien).

D'autre part, **le gouvernement ne pose aucun type de contrôle par les travailleurs sur ces nationalisations**, ni lors de l'achat ni concernant l'administration des futures entreprises étatiques. Il est donc fort possible que les magouil-

Le secteur pétrolier

En 1995, Rafaël Caldera a entamé la politique d'« ouverture pétrolière », ce qui a permis le retour des compagnies étrangères, par le biais des « entreprises mixtes » avec la compagnie vénézuélienne de pétrole PDVSA, et le bradage de zones pour leur exploitation exclusive. Autrement dit, il a éliminé le monopole étatique.

Contrairement à ce que l'on croit, le gouvernement de Hugo Chavez a approfondi cette politique en créant de nouvelles « entreprises mixtes » entre PDVSA (51% de la propriété) et les compagnies étrangères (49%). D'autre part, il a mis à la disposition de ces dernières davantage de zones d'exploitation exclusive, par ce qu'on appelle maintenant des « associations stratégiques ». En ajoutant ces deux mécanismes, les entreprises Conoco-Phillips, Chevron-Texaco, Exxon-Mobil et consorts contrôlent 40% de la production du pays et obtiennent un profit de 11 millions de dollars par jour (4 milliards par an). Les mesures qui viennent d'être annoncées élimineraient les concessions et les transformeraient en « entreprises mixtes ». Bien que ceci puisse représenter une diminution du pourcentage de pétrole contrôlé par les compagnies étrangères, cela signifie leur consolidation dans le pays parce qu'elles deviennent maintenant co-proprétaires des puits qu'elles exploitent dans la Ceinture de l'Orinoco.

Dans le cas du gaz, jusqu'à présent peu exploité commercialement mais avec une forte perspective de croissance pour le futur « gazoduc latino-américain », le gouvernement a livré les gisements situés dans la Plate-forme Deltana en concession complète à Chevron-Texaco, British Petroleum, Statoil et Total, tandis que Gazprom (russe) a obtenu le Projet Rafael Urdaneta, dans l'Ouest du pays.

Cette politique a été consacrée par la Constitution approuvée en 1999. Bien que celle-ci maintienne la propriété étatique exclusive des actions de PDVSA, elle autorise, dans son article 303, à privatiser partiellement l'industrie pétrolière à travers « *les filiales, entreprises et associations stratégiques* » que PDVSA aurait besoin de créer pour son développement.

* * *

L'illustration ci-dessous est reproduite du n° de décembre 2005 de la revue « Opción Clasista » des travailleurs du pétrole de l'Etat de Anzoátegui, Venezuela. « Le retour des morts qui sont plus vivants que jamais »

LA VUELTA DE LOS MUERTOS VIVOS



les, que les principaux cadres du chavisme pratiquent dans la compagnie pétrolière PDVSA et dans d'autres secteurs de l'Etat, se répètent dans ces entreprises. (Par la suite, on a commencé à traiter ces cadres de « bourgeoisie bolivarienne ».²)

Avancer avec la mobilisation

La conclusion est que ces nationalisations, bien qu'elles contiennent cet élément progressif auquel nous avons fait référence, ne font pas partie d'une véritable politique anti-impérialiste du gouvernement de Chavez, et moins encore d'une avancée dans « la marche vers le socialisme ».

Par tout ce que nous avons analysé, il serait nécessaire pour avancer sur ce chemin vers le socialisme que **les entreprises soient expropriées sans indemnisation** et non achetées (ses propriétaires ayant déjà pillé le pays de beau-

coup plus que ce qu'ils pourraient avoir investi). En même temps, si on veut réellement récupérer la souveraineté économique du pays, ces mesures devraient être étendues aux autres secteurs de l'économie, en particulier au secteur pétrolier. Finalement, pour que ces nationalisations profitent réellement aux travailleurs et aux masses, elles doivent être placées sous le contrôle démocratique des travailleurs et de leurs organisations, comme les syndicats de chaque secteur et l'Union Nationale des Travailleurs (UNT).

Nous ne croyons pas que Chavez mette en oeuvre ces mesures. Au contraire, nous pensons qu'il s'y opposera. Mais le peuple vénézuélien, lui, a confiance en Chavez. Nous appelons donc les travailleurs et les masses vénézuéliennes à s'organiser et à se mobiliser pour exiger qu'il applique cette politique. Si, comme nous le

croyons, Chavez ne le fait pas, cette mobilisation et cette organisation permettront que ce soient les travailleurs et les masses qui prennent directement dans leurs mains cette politique.

¹ Clarín, 10/2/07

² Un vieux militant vénézuélien, Domingo Alberto Rangel, dénonce que Diosdado Cabello, gouverneur de la province de Mirador et chef du Commandement National du Mouvement V^{ème} République (MVR), « a acquis, par le biais de prête-noms, l'entreprise de conserves Eveba à Cumaná, les entreprises industrielles qui ont appartenu aux groupes Sosa Rodriguez et Montana, aujourd'hui dissous, trois banques commerciales, plusieurs compagnies d'assurance (...) voilà la vérité. » Un autre membre de ce secteur, le ministre de Communications Jesse Chacón, dont le frère a acheté une entreprise laitière au groupe Parmalat, allait être le futur président de la CANTV étatisée (*S'il n'y a pas propriété collective il n'y a pas socialisme*).

C'est quoi le socialisme du 21^{ème} siècle ?

Hugo Chavez a affirmé que le Venezuela est entré de manière décisive dans l'étape de la « construction du socialisme ». Accompagné de quelques éminences intellectuelles, il appelle ce socialisme « socialisme du 21^{ème} siècle », pour indiquer qu'il aurait des caractéristiques différentes, aussi bien avec la proposition plus générale énoncée par Marx au 19^{ème} siècle qu'avec les expériences qui ont eu lieu au 20^{ème} siècle dans différents pays. Le Venezuela va-t-il donc réellement dans cette direction ?

Un changement dans la réalité latino-américaine

Avant d'aborder le fond de ce débat, il nous paraît important de signaler que la proclamation elle-même de ce « socialisme » met en évidence un changement important dans la situation latino-américaine et dans la conscience des masses du continent depuis les années 90'. Dans les années qui ont suivi la

chute du Mur de Berlin et l'effondrement des Etats dits du « socialisme réel », l'impérialisme a lancé une forte campagne idéologique sur « la mort du socialisme » et « le triomphe du capitalisme », accompagnée d'une offensive générale de privatisations d'entreprises étatiques et d'attaques des conquêtes sociales et du travail, obtenues durant les années précédentes, aussi bien dans les pays de l'Est qu'en Amérique Latine.

Cette politique a été présentée comme le chemin pour le développement économique et « l'entrée dans le Premier Monde ». Face à l'échec de ce qu'on appelait le « socialisme réel », une partie du mouvement de masses latino-américain a assimilé quelque temps ces idées, ce qui a permis à des gouvernements comme celui de Fernando Enrique Cardoso, au Brésil, ou Carlos Ménem, en Argentine, de dominer la scène.

Mais le mensonge vit ce que vivent les roses, l'espace d'un matin. En peu d'années, les masses

ont constaté que le résultat était seulement une augmentation de la pauvreté et de la misère, dans le cadre d'une plus grande colonisation impérialiste des pays latino-américains, et qu'il fallait combattre cette politique et les gouvernements qui l'appliquaient. Ceci a donné lieu, au début du 21^{ème} siècle, à un déchaînement continu de processus révolutionnaires dans plusieurs pays (l'Equateur, l'Argentine, la Bolivie et le Venezuela).

Ces luttes, avec leurs revendications contre le capitalisme impérialiste et la colonisation (rejet de la dollarisation de l'économie, nationalisation des ressources naturelles sans indemnisation, non paiement de la dette externe, rupture avec le FMI...) ont mis en avant à nouveau le socialisme comme une perspective nécessaire pour les masses. En paraphrasant Marx, le socialisme est un « spectre » qui continue à hanter l'Amérique Latine.¹



Deux alternatives

Les déclarations et les discours de Chavez ont lieu dans le cadre de cette nouvelle réalité continentale et nous avons deux alternatives pour interpréter leur signification. La première est que Chavez dirige un processus qui va réellement vers le socialisme. La LIT-QI et d'autres secteurs seraient incapables de voir cela et, à partir de cette incompréhension, nous aurions une politique sectaire et erronée.

La seconde alternative est que Chavez ne veut pas avancer dans la construction du socialisme, mais qu'il est obligé de l'utiliser dans ses discours, à cause de la situation que nous avons analysée, comme un mécanisme pour tromper le mouvement de masses. C'est-à-dire qu'il parle de « socialisme » pour cacher son projet : que le Venezuela continue à être un pays capitaliste. Nous croyons que cette seconde alternative est celle qui correspond à la réalité.

Comment aborder le débat ?

Nous pourrions entamer le débat avec un résumé des analyses et des idées de Karl Marx, le premier à formuler la perspective de la révolution socialiste sur la base d'une analyse scientifique du capitalisme et des processus économiques et sociaux qui s'y sont développés (des idées que, par la suite, Lénine et Trotsky ont approfondies et ont essayé de mettre en pratique dans la Révolution Russe de 1917). Il nous semble, toutefois, que ce serait une façon erronée d'aborder la question, qui mènerait le débat sur une voie sans issue. Non seulement parce qu'il y a eu d'autres expériences qui ont suivi des cours différents (la Yougoslavie, la Chine, Cuba) mais aussi parce que le courant chaviste affirme que sa proposition est différente de celle de Marx, étant donné qu'elle répond à une réalité différente.

Il nous paraît préférable de procéder, d'une certaine manière, par la voie négative, c'est-à-dire, d'analyser les politiques et les mesures centrales avancées par le chavisme

et de vérifier si elles représentent ou non une rupture avec le système capitaliste-impérialiste.

La politique du chavisme

Dettes externes. Le Venezuela est un des meilleurs payeurs latino-américains. Durant ses huit premières années, le gouvernement de Chavez a payé un total de 24,8 milliards de dollars (chiffre supérieur à la dette héritée des gouvernements antérieurs). En 2006 seulement, il a payé environ 6,5 milliard et il est le pionnier de la dernière mode du « paiement anticipé ». En outre, le chavisme se conforme aussi à la politique promue par l'impérialisme de changer une partie de la dette externe (les bons du plan Brady) par de nouveaux bons, qui sont comptabilisés maintenant comme « dette publique interne » (entre 1998 et 2004, cette dernière a crû, passant de 5,48 milliards de dollars à 15,19). En quoi cette politique est-elle différente de celle d'autres gouvernements de pays capitalistes semi-coloniaux du continent ?

Politique pétrolière. Il s'agit d'un secteur clef parce que c'est la base de l'économie vénézuélienne. Ailleurs dans ce numéro de *Courrier International*, nous analysons plus spécifiquement la politique chaviste pour le secteur pétrolier. Nous arrivons à la conclusion que le résultat de la politique chaviste est que PDVSA soit aujourd'hui dans une situation très semblable à celle de Petrobras, de Petroecuador, d'YPFB et d'autres entreprises latino-américaines du secteur. Le monopole étatique est rompu et on a avancé, par différentes voies, dans un processus de privatisation en faveur des entreprises étrangères.

Investissements étrangers. Au delà des péripéties économiques conjoncturelles, la politique du chavisme a été d'offrir les meilleures conditions pour l'investissement impérialiste. Par exemple, l'art. 6 de la Loi sur la Promotion et la Protection d'Inves-

tissements stipule : « Les investissements internationaux auront droit à un traitement juste et équitable, conformément aux normes et aux critères du droit international, et elles ne feront pas l'objet de mesures arbitraires et discriminatoires qui empêchent leur maintien, gestion, utilisation, bénéfice, extension, vente ou liquidation ». C'est pourquoi le député chaviste Ricardo Sanguin, vice-président de la Commission de Finances de l'Assemblée Nationale, déclare que, grâce à la politique mise en oeuvre par le gouvernement « le Venezuela est dans les meilleures conditions pour l'investissement étranger ». C'est ce qui se voit clairement, comme nous l'avons signalé, dans l'industrie automobile.

Salaires et conditions de travail.

Actuellement, le salaire minimal (perçu par la majorité des travailleurs) est de 250 dollars, alors qu'un panier plus ou moins complet des besoins d'une famille est estimé à 650 dollars. Le gouvernement le met à jour périodiquement selon l'inflation mais il n'y a pas eu une amélioration réelle, malgré les grandes recettes pétrolières que le pays reçoit. Les conditions de travail sont, en général, très mauvaises, dans des usines désuètes qui n'ont pas reçu d'investissements importants durant les dernières années. Disons, finalement, que 50% de la population active se débrouille pour son compte ou reste dans l'économie informelle, sans que cette réalité ait connu quelque changement avec le gouvernement chaviste.

En quoi cette politique est-elle différente de celle appliquée par les gouvernements des pays capitalistes semi-coloniaux du continent, comme ceux de Lula, Kirchner, Tabaré Vázquez, etc. ?

Des pas vers le socialisme ?

Chavez présente deux aspects importants de sa politique comme des pas vers le socialisme.

Les nationalisations d'entreprises étrangères, que nous analysons dans un autre article, et les « entreprises mixtes ». Toutefois, il s'agit de faits complètement normaux dans le système capitaliste, où il y a souvent la nécessité d'une association entre l'Etat bourgeois et les entreprises privées, ou que l'Etat se charge d'un certain secteur de l'économie parce que la marche des affaires le conseille de cette façon, à un moment déterminé. Si nous tirons toutes les conséquences du critère chaviste, nous devrions dire que tous les pays latino-américains ont des « éléments socialistes » parce qu'ils possèdent des entreprises étatiques, sans parler du fait qu'il y a aussi des entreprises étatiques dans des pays impérialistes comme la France, où les chemins de fer sont étatiques et où de grandes entreprises, comme Renault, l'ont été pendant longtemps.

Les Missions, à travers lesquelles une petite partie du revenu pétrolier se transforme en quelques bénéfices pour le mouvement de masses, ne peuvent pas non plus être considérées comme une expression d'une avancée vers le socialisme. Souvent, le capitalisme a utilisé ce mécanisme de « politiques compensatoires » pour amortir la lutte de classes et maintenir le système dans son ensemble. En ce sens, les *Missions* sont comparables à l'assurance au chômage de beaucoup de pays européens, aux subventions aux chômeurs en Argentine, à la « bourse famille » de Lula, etc.

Deux mesures indispensables

Jusqu'ici, nous avons vu que la politique appliquée par Chavez ne remet pas en question le cadre du capitalisme. Nous voulons maintenant signaler deux questions qui sont essentielles pour avancer réellement vers le socialisme, quel que soit le « modèle » qu'on essaye d'appliquer.

La première est **qu'une économie qui marche vers le socia-**

lisme doit supprimer l'axe autour duquel fonctionne le capitalisme (la recherche du profit par les bourgeois) et le remplacer par une planification économique étatique et centralisée, organisée pour satisfaire les besoins des travailleurs et des masses.

Pour que ce plan puisse fonctionner, il est nécessaire que l'Etat ait exproprié les branches principales de l'économie et en ait assumé le contrôle, sans quoi la bourgeoisie et l'impérialisme combattront et boycotteront de façon permanente les directives de cette planification économique. La possibilité d'intégrer les entreprises impérialistes et les grands groupes nationaux à la « construction du socialisme », comme le propose le chavisme, n'est qu'une chimère, dans le meilleur des cas. Aucune classe ou secteur social ne se laisse enlever ses privilèges sans réagir. Au contraire, il se bat féroce pour les défendre, comme le démontrent toutes les expériences historiques dans lesquelles, bon gré mal gré, on a essayé de le faire.

Et voilà ce qui nous mène à la seconde question centrale : il n'y a pas de façon d'aller vers le socialisme sans que, préalablement, l'armée de la bourgeoisie ait été mise en échec. Elle est le pilier fondamental de l'Etat et du système capitaliste, la dernière ressource chargée de défendre cet Etat et la propriété capitaliste, quand tous les autres mécanismes font faillite. Une longue liste d'expériences historiques le démontrent, que ce soit par la confirmation positive ou par la négative. C'est pourquoi, sans détruire l'armée bourgeoise et construire une certaine forme d'organisation militaire des travailleurs et des masses, il n'y a aucune possibilité de liquider le capitalisme et d'entamer la construction d'un Etat de type nouveau. Ceci nous mène à un problème clef : Chavez ayant été d'abord un haut officier de l'armée bourgeoise et étant aujourd'hui son chef suprême, peut-on espérer de lui qu'il promeuve sa destruction ?

Evidemment non. Au contraire, nous voyons que sa politique a été de recomposer et de fortifier l'armée bourgeoise, suite à la crise profonde qu'elle a connue après le massacre perpétré contre des manifestants en 1989 (entré dans l'histoire comme le *Caracazo*), et accentué encore avec l'échec du coup d'Etat de 2002 pour le renverser. Il a pardonné aux officiers qui ont dirigé ces coups d'Etat, accordé une forte augmentation de salaire pour les militaires (en les éloignant du niveau de vie de la majorité des Vénézuéliens), fourni de nouvelles armes et de ressources techniques à l'armée, etc.

Un programme pour le socialisme

Il n'est pas question ici de détailler dans toute son ampleur le programme de mesures que nous considérons nécessaires pour avancer réellement vers le socialisme, mais nous indiquerons celles que nous voyons comme essentielles. Il faut cesser de payer la dette externe et rompre avec le FMI, annuler les contrats signés par l'entreprise PDVSA avec les entreprises impérialistes et exproprier sans indemnisation les entreprises et les banques impérialistes et les grands groupes économiques vénézuéliens (comme Cisneros et Mendoza). En outre, nous soutenons que tout le processus doit être sous le contrôle des travailleurs et du peuple pour que, dans leurs propres organisations (soviets, conseils ou assemblées populaires, etc.), ils discutent et résolvent démocratiquement comment appliquer les ressources et utiliser la richesse produite. En même temps, nous réitérons la nécessité de détruire l'armée bourgeoise et de former un corps militaire des travailleurs et des masses.

Actuellement, Hugo Chavez maintient une amitié étroite avec Fidel Castro. Toutefois, ils paraissent tous deux avoir oublié les enseignements de l'expérience cubaine de 1959-1961 elle-même. L'Armée Rebelle a mis en échec et détruit l'armée de Fulgencio Ba-

tiste et a, par la suite, exproprié les entreprises de l'impérialisme et de la bourgeoisie cubaine. C'est ce qui a été la base qui a permis que Cuba, alors un des pays les plus pauvres du continent, surmonte, en quelques années seulement, les pires fléaux du capitalisme comme la faim, la misère, l'analphabétisme et la mortalité infantile. La direction cubaine elle-même, dirigée par Fidel, a lamentablement restau-

ré aujourd'hui le capitalisme dans l'île et beaucoup de ces fléaux commencent à réapparaître.

Il est clair que Chavez applique la politique de ce Fidel restauracioniste et non celle du Fidel révolutionnaire. C'est pourquoi, il ne va non seulement pas mettre en oeuvre ces mesures vers le socialisme mais s'y opposera. La conclusion est que le seul chemin réel pour avancer vers le socialisme au Ve-

nezuela sera par le biais de l'organisation et de la mobilisation révolutionnaire indépendante des travailleurs et des masses, en lutte contre le gouvernement de Chavez et sa politique.

¹ Le *Manifeste Communiste* commence par la phrase « *Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme.* »

Pourquoi nous nous opposons au PSUV ?

Une des propositions les plus importantes de Chavez a été la formation du PSUV (Parti Socialiste Unique du Venezuela). Toutes les organisations et secteurs qui le soutiennent devraient s'y intégrer et être encadrés dans sa structure. Comme cette proposition a été faite avec l'annonce de « la phase de la construction du socialisme », le PSUV est présenté, y compris par son nom, comme l'organisation politique qui dirigerait cette phase. Nous pensons, au contraire, que les objectifs réels du PSUV, ainsi que son **contenu de classe** comme organisation, sont totalement différents.

Le « bonapartisme un peu spécial »

Ailleurs dans cette édition de *Courrier International*, nous analysons que le Venezuela est toujours un pays capitaliste semi-colonial et que la politique de Chavez ne prétend pas changer ce caractère, que Chavez dirige donc un appareil d'Etat et un régime politique dont l'objectif est de défendre le système capitaliste. Le PSUV sera donc, dès sa formation, un parti bourgeois, construit à partir de l'Etat bourgeois et avec une direction bourgeoise, bien que sa base soit ouvrière et populaire.

En réalité, le projet du PSUV n'est pas une nouveauté historique puisqu'il sera très semblable à ce qu'a été le péronisme argentin, le PRI mexicain ou les partis du nationalisme arabe. Ces partis diri-

geaient un type de régime politique que Trotsky a appelé « bonapartisme sui generis » ou « bonapartisme un peu spécial ». Ils sont l'expression de bourgeoisies de pays arriérés qui cherchent un soutien dans le mouvement de masses pour essayer de compenser leur faiblesse face à l'impérialisme, afin de pouvoir exercer un chantage et obtenir une marge un peu plus grande d'« indépendance ».

Mais, en s'appuyant sur les masses, ils jouent avec le feu parce qu'il y a le sérieux danger que la mobilisation déborde vers un processus indépendant et révolutionnaire qui rompt le cadre de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi ils ont en même temps la nécessité impérieuse d'exercer un contrôle de fer sur ces masses, de construire des « digues de rétention » pour éviter ce débordement.

Le débat à l'intérieur du PRS et du CCURAE ?

Les travailleurs vénézuéliens vivent un processus prometteur de réorganisation, dont l'expression la plus importante a été la construction d'une centrale syndicale, l'UNT (Union Nationale de Travailleurs) qui est en train d'empiéter de plus en plus sur la vieille CTV (Confédération des Travailleurs Vénézuéliens).

Dans ce cadre, des expériences ont aussi commencé à se développer, comme la construction du PRS (Parti de la Révolution et le Socialisme) et du CCURA (Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire), liée au PRS et avec beaucoup de poids à l'intérieur de l'UNT. Bien que les positions manifestées par la majorité de leurs dirigeants soient favorables au chavisme, plusieurs centaines des meilleurs militants ouvriers des derniers processus se sont regroupés dans ces deux organisations.

En ce moment, un débat se développe, tant dans le PRS que dans le CCURA, sur l'attitude à adopter concernant la proposition du PSUV. Le CCURA a même voté une résolution d'entrer au PSUV, bien qu'en posant quelques conditions. Par tout ce que nous avons analysé, nous croyons que ce serait une erreur complète que le PRS ou le CCURA entrent au PSUV et s'y dissolvent - ou même s'y intègrent comme courants ou tendances, comme le proposent des cadres importants de leur direction. Ceci signifierait la liquidation de ces expériences d'organisation indépendantes des travailleurs, pour entrer dans un parti bourgeois et se soumettre à la direction de la bourgeoisie.

Notre proposition est donc que le PRS et le CCURA se maintiennent hors du PSUV. Nous appelons tous les militants et courants qui agissent en leur sein à mener ensemble cette bataille, parce que c'est une nécessité des travailleurs et des masses vénézuéliennes pour avancer dans la construction des outils qui permettent que le processus révolutionnaire du pays avance réellement vers le socialisme.

Ces mouvements emploient deux outils classiques pour contrôler la mobilisation du mouvement de masses. Le premier est la transformation de la structure syndicale en un appareil étatique totalement dominé par le gouvernement, par le biais de ses agents, et sans aucune marge (ou avec des marges très faibles) de démocratie ouvrière. L'autre outil clef est la construction d'un parti ultra-centralisé autour du « chef », ou du « haut commandement », avec des pouvoirs discrétionnaires. Les conquêtes, ou les concessions que ces gouvernements donnent aux masses, sont une façon de gagner leur adhésion et sont, à la fois, la justification de ce contrôle totalitaire.

L'exemple du péronisme

Un fait de l'histoire argentine montre clairement comment l'objectif de la direction bourgeoise est celui de contrôler et de discipliner les masses. Dans sa première victoire électorale, en 1946, Perón s'est basé sur le *Partido Laborista*, organisé à partir des syndicats et promu par la bureaucratie syndicale. Après le triomphe, Perón a dissout ce parti, a emprisonné plusieurs des principaux dirigeants qui se sont opposés à cette mesure,

comme Cipriano Reyes, et a créé le *Partido Justicialista*, discipliné rigidelement à sa direction personnelle. Le problème était que le Partido Laborista, malgré l'appui loyal à la candidature et au gouvernement de Perón, représentait un dangereux processus d'organisation ouvrière indépendante.



Une nécessité accentuée

Dans le cas du chavisme, cette nécessité de contrôler les masses s'est accentuée parce que celles-ci viennent de mener deux grandes mobilisations révolutionnaires indépendantes: le *Caracazo* (1989) et la lutte contre le coup d'Etat et le lock-out patronal (2002-2003). Dès lors, le véritable objectif du PSUV n'est pas de « promouvoir la révolution » ni de diriger « la phase de construction du socialisme » mais de museler et de discipliner le mouvement de masses sous la

direction bourgeoise du Commandant Chavez et sa politique de freiner le processus révolutionnaire. Le premier pas pour cela est de discipliner tous les cadres et toutes les organisations « chavistes autonomes », en particulier l'UNT (Union Nationale des Travailleurs).

Notre proposition

C'est la raison pour laquelle nous nous opposons à l'entrée des organisations ouvrières au PSUV, surtout si elle est « obligatoire » ou « fortement recommandée » par l'Etat et le gouvernement. Nous défendons le droit de toutes les organisations politiques, sociales et syndicales de rester en dehors de ce parti.

En même temps, face à la proposition de former le PSUV, nous soutenons, au contraire, la nécessité de construire un parti des travailleurs, indépendant de tout secteur bourgeois, y compris le gouvernement chaviste. Dans ce cadre, nous avançons la nécessité de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire qui combat pour le véritable socialisme contre la politique du « chavisme » de maintenir le capitalisme au Venezuela.

Chavez est-il trotskyste ?

Récemment, la presse a publié un dialogue de Hugo Chavez avec celui qu'il vient de désigner comme Ministre du Travail, dans lequel le président vénézuélien manifeste sa sympathie avec le trotskysme et les idées de la révolution permanente.

En réalité, Chavez n'a rien de trotskyste et il ne base pas sa politique sur le concept de la révolution permanente, étant donné que ce concept est la théorie-programme que Léon Trotsky a élaboré pour orienter la révolution socialiste, tandis que Chavez maintient le Venezuela comme pays capitaliste.

Toutefois, il y a des trotskystes qui ont pris les mots de Chavez à la lettre. C'est le cas de la députée Luciana Genro, membre du Mouvement de la Gauche Socialiste (MES), un courant interne du PSOL brésilien. La députée a déclaré : « *Cela nous remplit de fierté que le président Chavez (...) ait affirmé qu'il est, lui aussi, trotskyste, de la ligne de Trotsky de la révolution permanente* ».

La réalité n'est pas que Chavez est devenu trotskyste mais, au contraire, que beaucoup de trotskystes sont devenus lamentablement chavistes.

Campagne menée par les sections européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale

POUR LE RETRAIT

DES TROUPES EUROPEENNES D'OCCUPATION EN IRAQ, EN AFGHANISTAN ET AU LIBAN

Des unités militaires de différents pays européens font partie des troupes d'occupation en Iraq, en Afghanistan et, maintenant aussi, au Liban.

Les contingents européens qui restent en Iraq, en premier lieu les britanniques, jouent l'indigne rôle de forces auxiliaires des troupes des Etats-Unis, embourbées dans une guerre coloniale qui provoque des souffrances insupportables au peuple irakien. Les troupes européennes en Afghanistan, faisant face violemment à une rébellion armée qui croît de jour en jour, se consacrent à couvrir l'arrière-garde de l'armée américaine qui ne peut pas déloger ses forces de la guerre d'occupation de l'Iraq.

Cette intervention européenne a comme principal objectif d'obtenir qu'une partie du butin de pétrole et de richesses naturelles de la région aille remplir les caisses des grandes entreprises multinationales européennes.

Dans le cas du Liban, on nous a dit que l'intervention militaire européenne ne poursuit pas autre chose qu'assurer la paix et aider le peuple libanais martyrisé. Nous nous sommes toujours demandé pourquoi, si tel était l'objectif, les troupes européennes n'ont pas été installées en territoire israélien. Après tout, c'est Israël qui a violé les frontières du Liban et a attaqué le peuple de ce pays avec une brutalité génocidaire. La presse a laissé filtrer, en outre, les *Règles Opérationnelles d'Engagement* (ROE) approuvées par l'ONU pour les troupes de la FINUL, qui « *permettent l'utilisation de la force létale, pour empêcher ou éliminer des activités hostiles, y compris le trafic illégal d'armes, de munitions et d'explosifs dans le secteur de responsabilité de la FINUL* ». En passant des mots aux faits, la FINUL a fait savoir le 8 octobre dernier « *qu'elle installera des contrôles de route et procédera à la réquisition d'armes, si l'armée libanaise n'est pas capable de le faire* ».

C'est-à-dire que le véritable objectif de l'intervention militaire européenne au Liban, coordonnée avec les Etats-Unis, est de procéder au désarmement de la Résistance. Cette intervention sert, en même temps, à couvrir le dos à l'armée israélienne, qui peut confortablement concentrer ses forces à des opérations génocidaires à Gaza et en Cisjordanie.

Face à la gravité de la situation, et au nom de la paix et de la fraternité entre les peuples, les soussignés exigent des gouvernements de l'UE le retrait immédiat des troupes européennes de l'Iraq, de l'Afghanistan et du Liban.

Vous pouvez signer cette pétition auprès du camarade qui vous offre ce journal
ou par e-mail à cette adresse : campaatropas@yahoo.es

Premières signataires :

Carlos Taibo (professeur Universidad Autonoma Madrid), Alfonso Sastre (dramaturge), Eva Forest (éditrice), Joaquín Navarro (juge), Luciano Alzaga (écrivain), Carlos Tena (journaliste), Nines Maestro, Corriente Roja, Iñaki Errazkin, journaliste, Antonio Garrido (psychologue), Carlos Fernández Liria, professeur de philosophie, Universidad Complutense de Madrid, Andrés Linares, cinéaste, Angel de la Cruz, professeur Sciences de l'information, Universidad Complutense de Madrid, Vicente Romano, professeur Sciences de l'information, Universidad Complutense de Madrid, Andrés Sorel, écrivain, Angel Luis Parras, Corriente Roja Carlo Frabetti, écrivain, Narcisa Pijal, ATRAIE, Irene Amador, anthropologue, Alejandro Andreassi, professeur Universidad Autónoma de Barcelona, Miguel Riera, éditeur, Pilar Díaz Sánchez, historienne, Eudald Carbonell, archéologue, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Joan Tafalla, historien, Santiago Alba, écrivain, Carlos Velasco (professeur Universidade de A Coruña), Roberto Laxe, Corriente Vermella, Manuel Ballester, philosophe, Jose M^a García Mauriño, Miguel Urbano, écrivain, Portugal, Montserrat Ortiz, fonctionnaire, Daniel Albarracín, sociologue, Jose Luis Rodriguez (Arts Graphiques), David de Cabo (Arts Graphiques), Angel Mayordomo (Arts Graphiques), Luisa Matellan Galvan (métallo), Israel Moreno Blanco (Arts Graphiques), Francisca Martin Martin (nettoyage), Irene Blanco Estrecha (nettoyage), Flora M^a Crespo Pedraza (nettoyage), Isabel Alvarez Rodriguez (nettoyage), Julia Blazquez Dosantos (nettoyage), Toribia Casado de Castro (nettoyage), Luis Miguel Juarez (nettoyage), Jesús Bermejo Garrido (Arts Graphiques), Jesús Garcia Santos (Arts Graphiques), Jose Manuel Hernandez de la Fuente (avocat), Pilar Galindo Martinez (boulangère), Mar García Plana (ing. agronome), Agustín Morán Carrillo (sociologue), Lois Leira (syndicaliste CIG), Rosa Ribell Boada, historienne, Mirta Nuñez Díaz-Balart, professeur sciences de l'information, Universidad Complutense de Madrid, Carmelo Suarez, architecte, secrétaire général PCPE, Josep Bel, Cte Telefónica COBAS, Laurentino González, Cte Telefónica COBAS, Felipe Alegría, COBAS, Teo Navarro, Corrent Roja.

100.000 fois NON à la politique guerrière de Prodi

Le 17 février, près de 100.000 personnes ont manifesté à Vicenza (Italie) contre l'installation d'une nouvelle base militaire yankee à Dal Molin, autorisée par le gouvernement Prodi. La camarade Patrizia Cammarata, membre del Partito d'Alternativa Comunista (la section italienne de la LIT-QI) s'est adressée aux manifestants en dénonçant le gouvernement de Prodi qui « *augmente les dépenses militaires et privatise les écoles* » et en lançant un appel aux familles des soldats italiens engagés dans différents pays :

« Soldats, retournez à la maison ! »



Rifondazione Comunista, anti-impérialiste ?

Voici un extrait d'une déclaration de la section italienne de la LIT-QI, à l'occasion de la crise de gouvernement en Italie

[...] A quelques jours de l'extraordinaire manifestation de Vicence, les mêmes chefs et parlementaires [de Rifondazione Comunista] qui ont défilé en se présentant comme porte-parole des demandes des manifestants, ont démontré dans le Parlement quel est leur vrai rôle. Ils participent aux mobilisations pour essayer de les subordonner au gouvernement Prodi, un gouvernement qui finance la guerre et réduit les pensions pour défendre les intérêts du capitalisme italien.

Honteuse a été aussi la capitulation des secteurs considérés « critiques » de Rifondazione Comunista et des parlementaires « rebelles ». [...] Quant à Erre-Sinistra Critica, dans la tentative (manquée en raison de quelques votes imprévus) de ne pas provoquer de troubles à Rifondazione ni au gouvernement, Turigliatto a disparu du Sénat, dans une réédition du « ne pas adhérer mais ne pas saboter ». ¹ Et face au dilemme [...] déchaîné par son présumé crime de dommages au gouvernement, il a confirmé que « nous sommes prêts à voter demain aussi la confiance dans le gouvernement Prodi ».

Au contraire, il s'agit de construire, tant dans la rue comme dans le Parlement, l'opposition au gouvernement et à sa politique, au nom des droits des travailleurs et du peuple qui s'est manifesté à Vicence.

[...] A la grande quantité de personnes qui ont manifesté le 17 et qui militent dans les partis qui ont trahi aujourd'hui dans le Sénat la manifestation du 17, nous leur disons : rompez avec la « gauche du gouvernement » qui ne rompt pas avec le gouvernement de la guerre et participez avec nous à la construction d'un nouveau parti de lutte, d'un véritable parti communiste.

Comité Central du Parti d'Alternative Communiste

¹ Le sénateur Turigliatto est membre de Sinistra Critica, le courant extrotskyste du « Secrétariat Unifié » dont fait parti la LCR (ex-POS) en Belgique. Il s'était abstenu lors du vote des crédits pour augmenter la participation de l'Italie dans la guerre contre l'Afghanistan. La LCR a regretté cette abstention de Turigliatto (il aurait dû voter pour) et est d'accord qu'il faut continuer à soutenir Rifondazione et sa participation dans le gouvernement Prodi.

Liban : du changement pour les belges

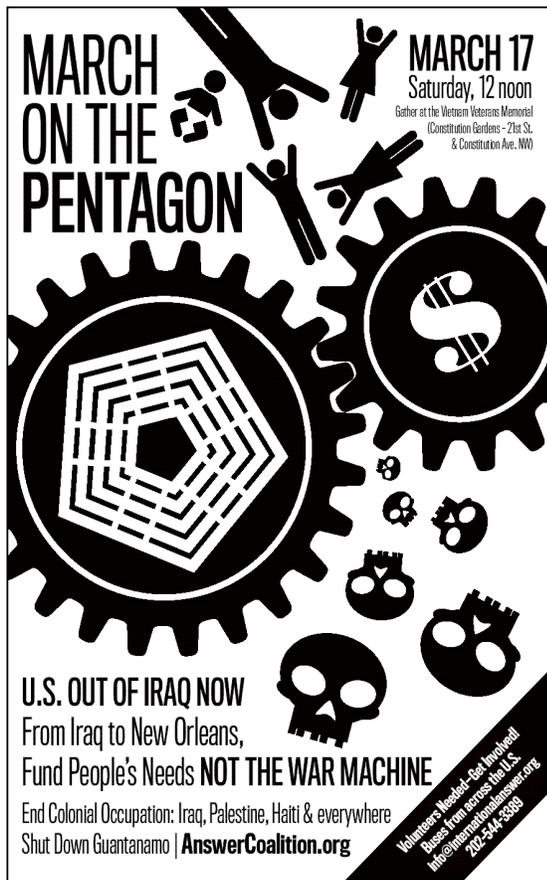
En ce mois de février, l'armée belge a entrepris la première relève en trois rotations de ses 374 militaires postés à Tebnine (12 kilomètres d'Israël). Les médias nous ont assez répété que les trois tâches principales du contingent belge sont le déminage, le soutien médical et la reconstruction, dans un but tout à fait « humanitaire ». Mais sachez aussi que parmi eux, il y a 90 fantassins, bien armés ceux-là, pour « protéger » les autres « en cas de besoin ».

Noter qu'on arrive au terme de la période de six mois pour laquelle le gouvernement belge s'était engagé le 25 août dernier dans le cadre de la FINUL. Et cet engagement avait été annoncé comme étant renouvelable qu'une seule fois. Une décision sur ces six autres mois est donc attendue dans le courant de ce mois de mars !



**Pas de notre argent pour couvrir le dos à l'armée sioniste !
Mobilisons nous pour le retrait définitif de l'armée belge du Liban !**

Manifestation Internationale contre la guerre en Irak



Cette année, c'est le 40^{ème} anniversaire de la marche historique sur le Pentagone contre la guerre du Vietnam, qui eut lieu en octobre 1967. Cette marche représentait un point de rupture : le sentiment anti-guerre, qui était puissant mais encore minoritaire, est devenu un sentiment de la majorité. Le Pentagone – où nous manifesterons le 17 mars – est le symbole de la machine de guerre américaine.

La manifestation du 17 mars coïncide aussi avec le 4^{ème} anniversaire de l'invasion choquante et épouvantable en Irak, qui eut lieu le 19 mars 2003. Lorsque nous marcherons vers le Pentagone en mars, cela fera 4 ans que l'occupation de l'Irak fait rage, plus que toute autre guerre dans l'histoire des Etats-Unis, à l'exception de la guerre du Vietnam et de la Guerre Civile.

Si nous n'agissons pas maintenant, la guerre en Irak durera encore des années. Bush et le Congrès sont prêts à envoyer des centaines de milliers de soldats en Irak dans les années qui viennent. Ces jeunes hommes et femmes sont envoyés pour tuer et se faire tuer afin que le gouvernement des Etats-Unis évite l'image d'un « échec » en Irak. C'est ce qui s'est passé au Vietnam. Dès 1968, les politiciens et généraux savaient que les Etats-Unis ne pouvaient « gagner ». Plutôt que d'admettre la défaite, ils

conduirent 30.000 soldats américains de plus à la mort, ainsi que probablement 500.000 vietnamiens. Finalement, les Etats-Unis reconnurent leur défaite et le bain de sang prit fin.

Le peuple américain n'a rien perdu lorsque la guerre du Vietnam pris fin. Tout comme il ne perdra rien si les Etats-Unis admettent leur défaite en Irak. Ce n'est pas notre guerre. C'est une guerre pour l'Empire – mais pas « notre » Empire. C'est une guerre pour le contrôle des richesses pétrolières d'Irak et de tout le Moyen-Orient au profit des plus grosses multinationales et banques. A moins d'être un gros actionnaire d'Exxon/Mobil ou Citibank, vous ne perdrez rien si l'occupation de l'Irak prend fin.

La guerre d'Irak, tout comme celle du Vietnam, n'aurait jamais du être lancée. Les slogans sur la « sécurité nationale » et la « lutte contre le terrorisme » ont toujours été des écrans de fumée. Ces guerres sont des guerres d'agression. Les Vietnamiens étaient prêts à lutter jusqu'au bout, tout comme la résistance irakienne aujourd'hui. La majorité des soldats américains veulent rentrer chez eux, tandis que les combattants de la résistance irakienne sont chez eux.

LES FAITS SONT CLAIRS :

- Plus de 650.000 irakiens sont morts depuis l'invasion de l'Irak le 19 mars 2003.
- Plus de 3.000 soldats américains sont morts et des dizaines de milliers ont subi des blessures qui ont changé leur vie.
- L'occupation de l'Irak coûte 279 millions de dollars par jour, plus de 8 milliards chaque mois.
- Bush a menti sur toute la ligne sur les raisons de la guerre. L'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive et aucuns liens avec les attaques du 11 septembre. Les Etats-Unis, par contre, possèdent bel et bien des armes de destruction massive, sous forme de 10.000 ogives nucléaires.
- Le gouvernement des Etats-Unis dépense chaque jour 15 millions de dollars pour financer la guerre d'Israël contre le peuple palestinien.
- Le budget du Pentagone est plus gros que celui des 20 pays qui suivent sur la liste. Le Pentagone maintient des bases militaires dans plus de 130 pays. Le budget militaire annuel des Etats-Unis atteint 600 milliards de dollar.
- Les politiciens, républicains ou démocrates, ont donné au Pentagone un chèque en blanc pour lancer cette guerre. Il est temps de dire aux généraux : TROP C'EST TROP.

*A.N.S.W.E.R (Act Now to Stop War & End Racism).
<http://answer.pephost.org>*